

Lancement du semestre européen 2016

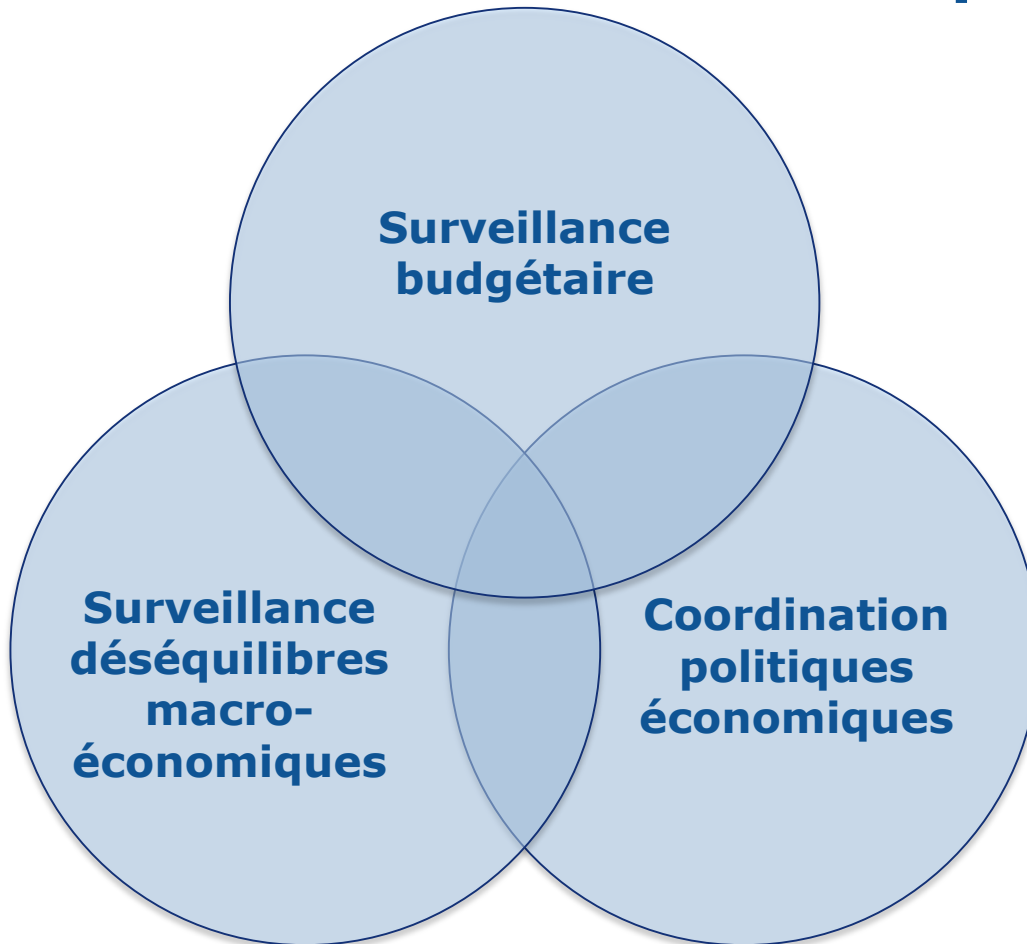
8 décembre 2015

Agnès Thibault, Olivier Coppens et Guillaume Roty –
Attachés économiques à la Représentation de la
Commission en France

Sommaire

- **Lancement du semestre européen 2016**
- La situation économique en France
- Mesures présentées pour l'approfondissement de l'UEM

Le semestre européen en résumé : une surveillance économique intégrée



- 3 processus complémentaires
- Chaque processus a ses propres règles
- Le semestre européen regroupe l'ensemble de ces règles

Lancement du semestre 2016 : principaux documents

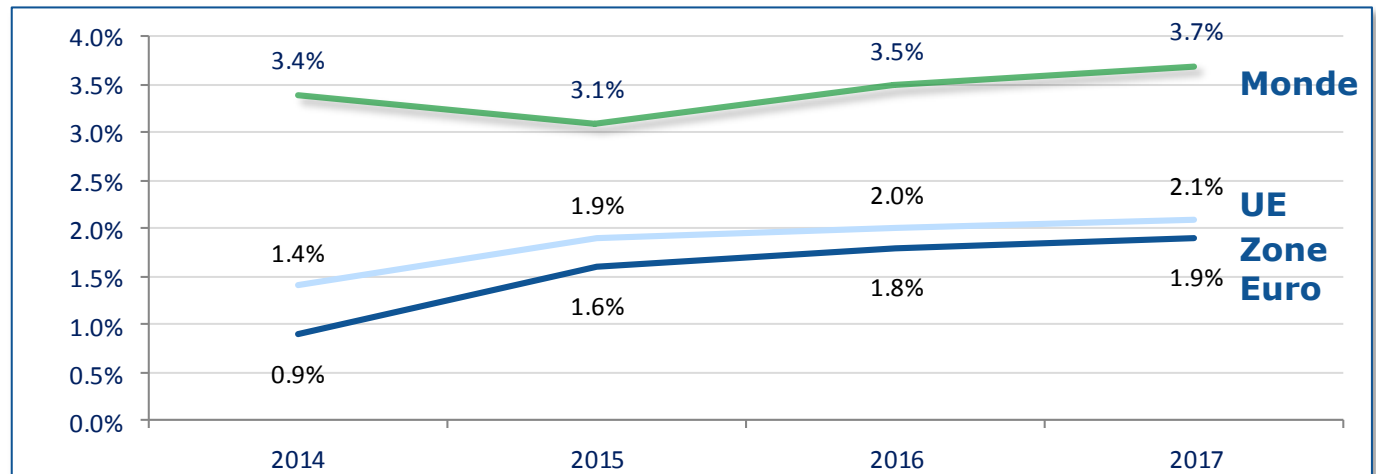


Un environnement économique globalement favorable à la reprise

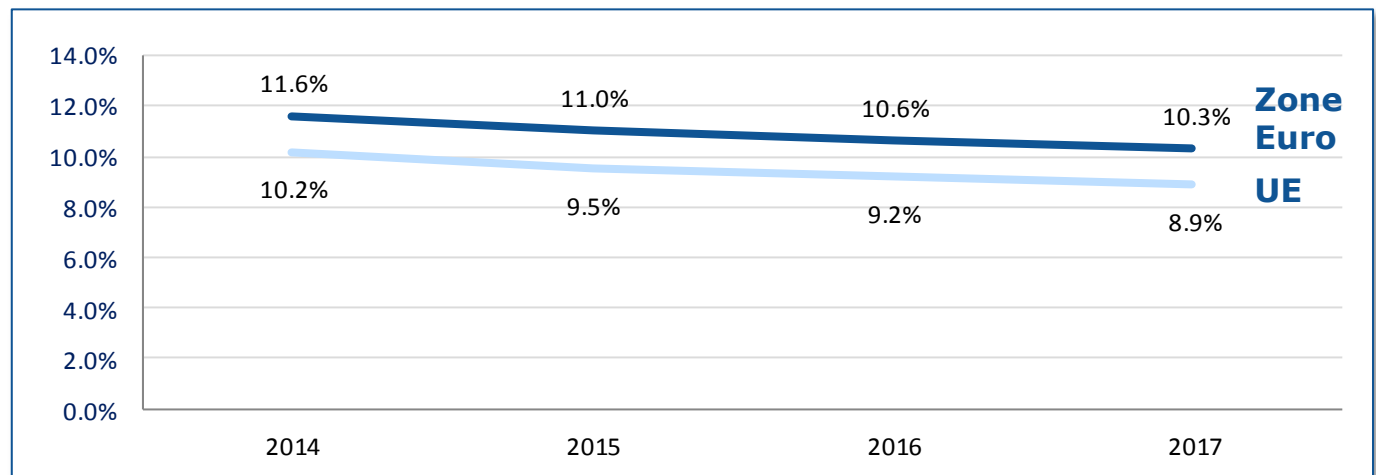


Situation économique en UE : prévisions

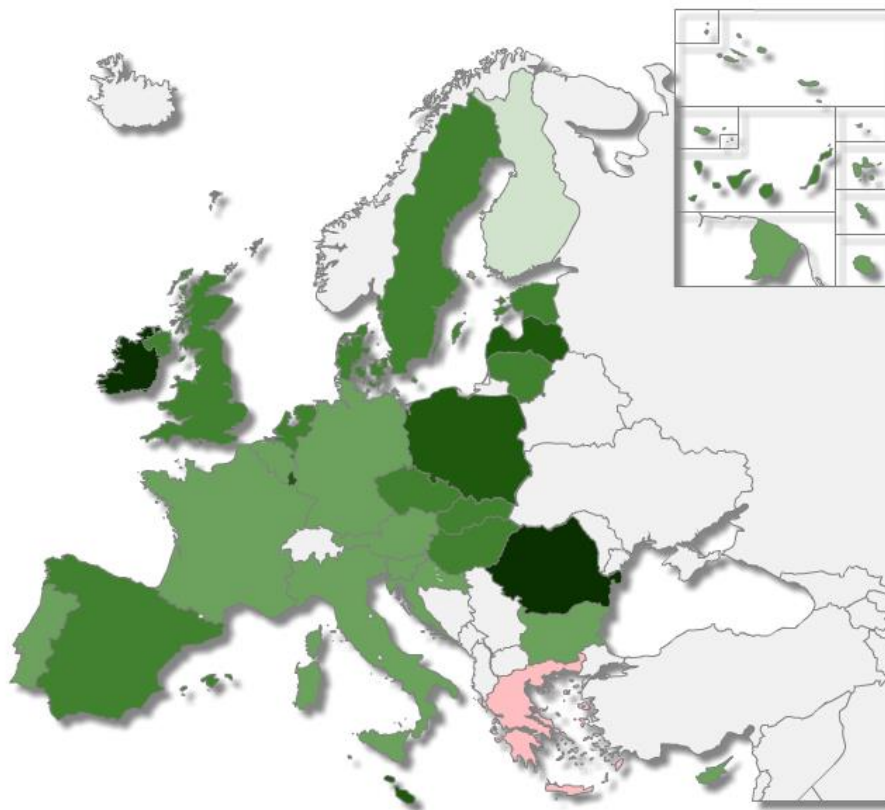
**Prévisions
de
croissance**



**Prévisions
de
chômage**

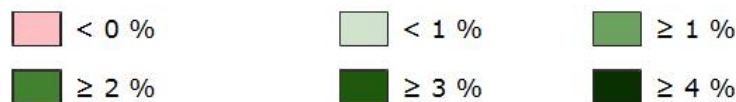


Une situation encore différenciée par pays

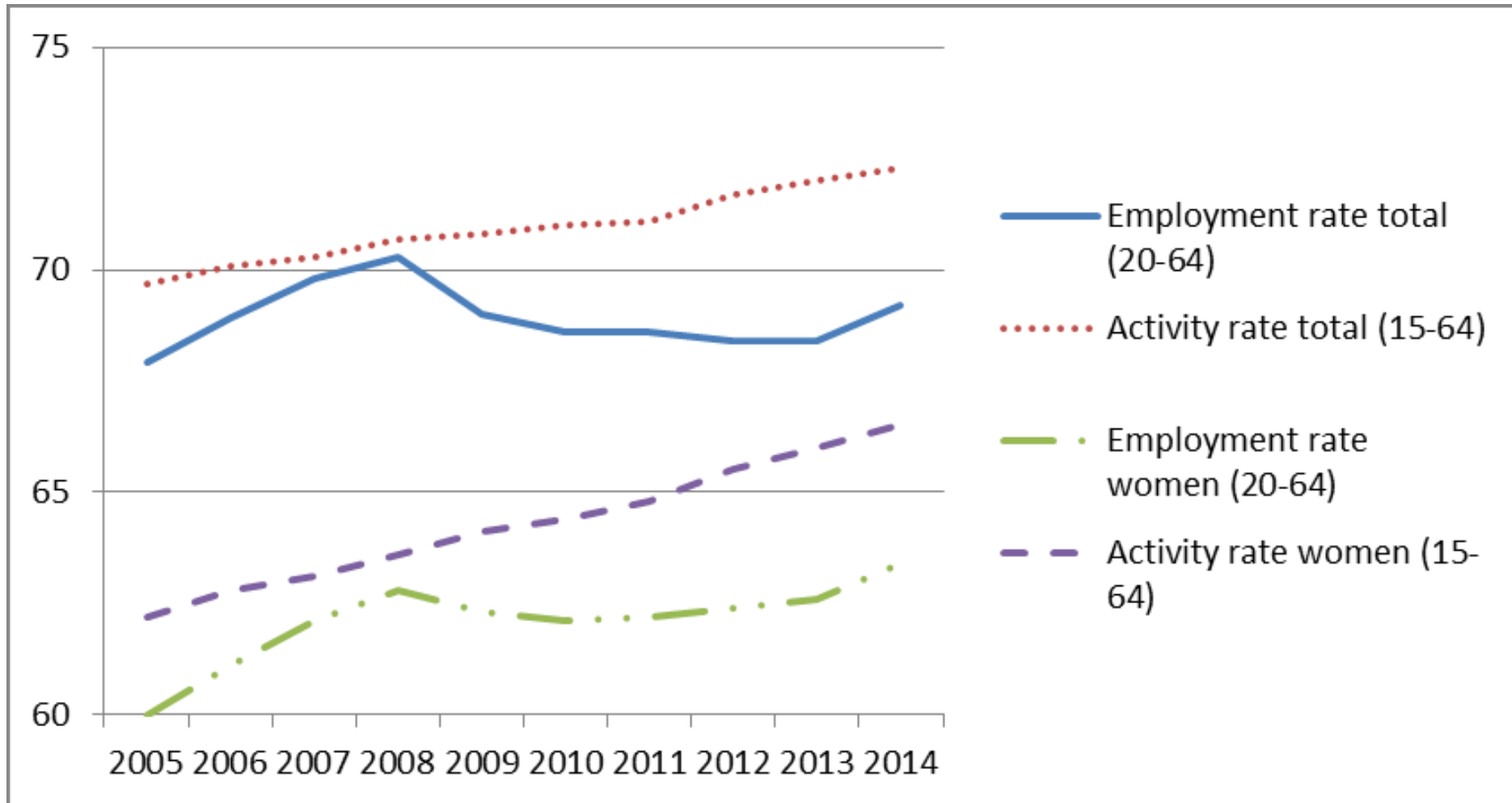


- Croissance de retour dans 27 des 28 États-membres
- Des écarts de croissance assez importants :
 - Négatif en Grèce
 - Plus de 4% en Irlande ou Roumanie

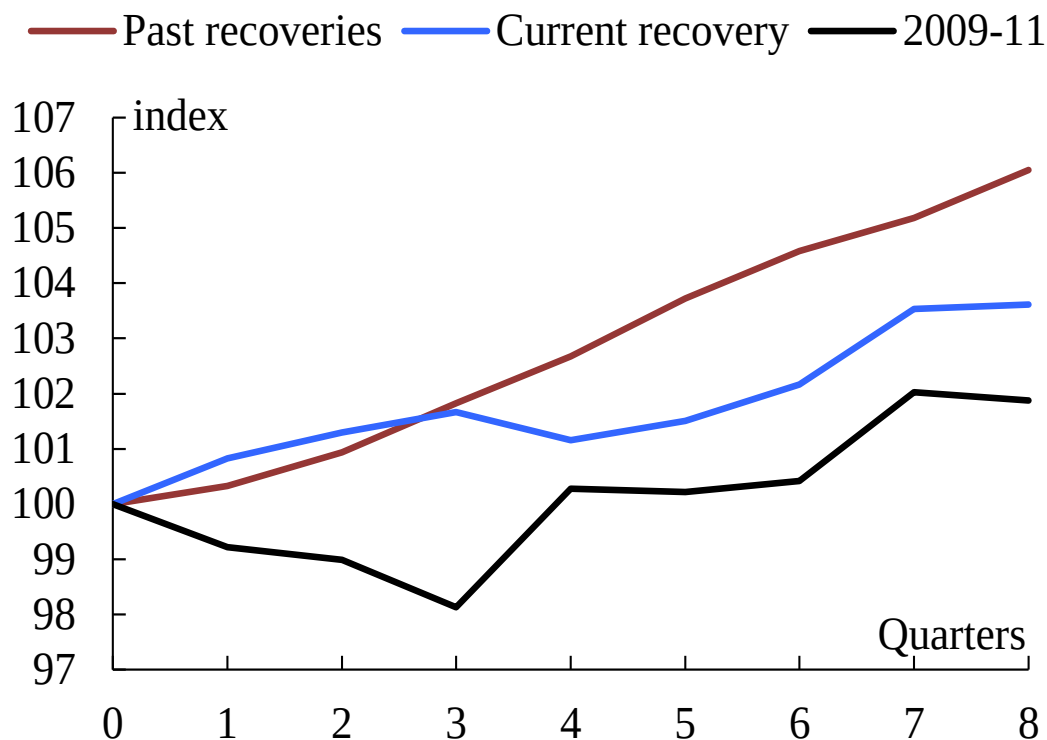
Legend : GDP Growth forecast 2016



Une situation de l'emploi en amélioration lente



Un investissement qui repart trop lentement



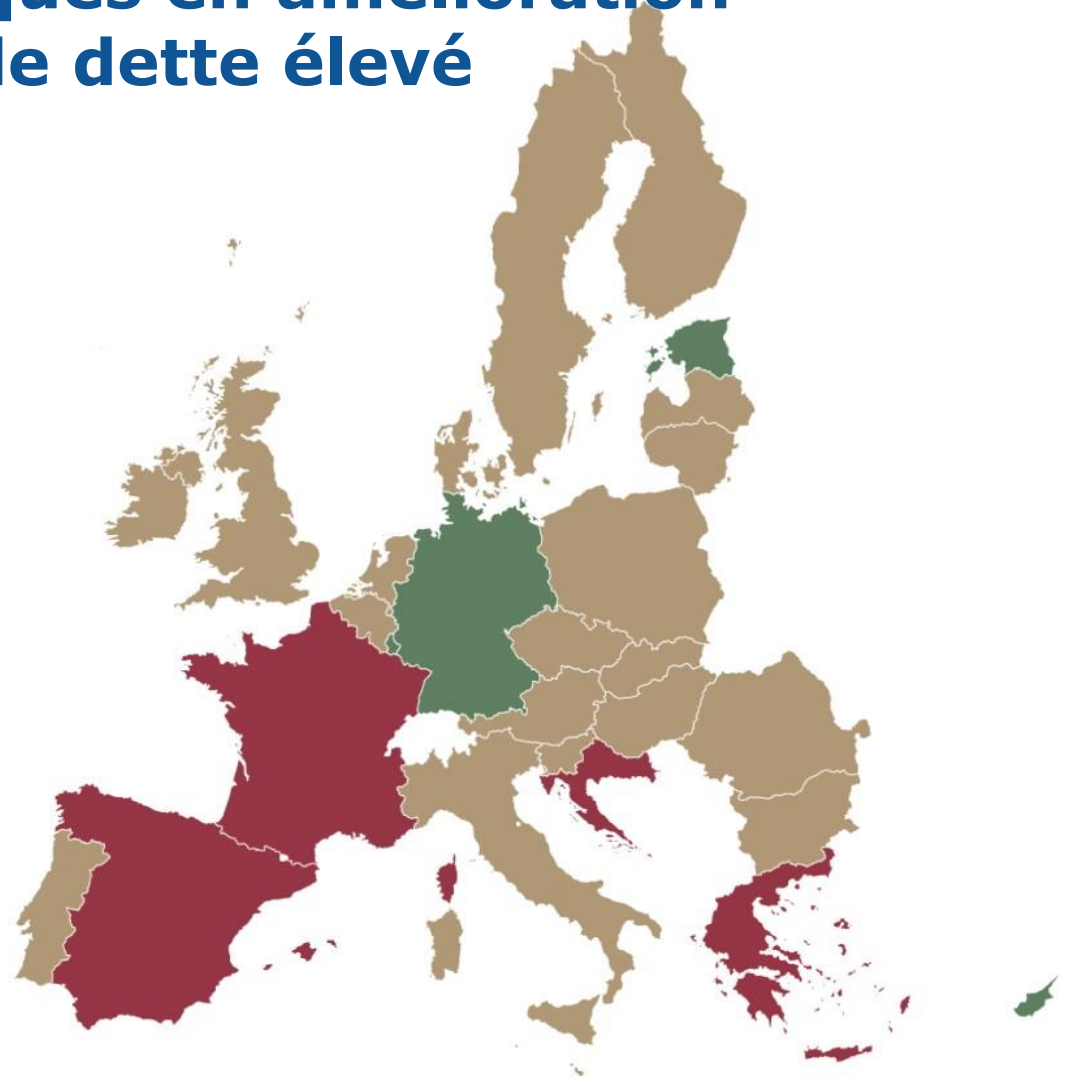
Note: Past recoveries included are those from the mid-1970s, early-1980s and early-1990s.

- Impact durable de la crise sur l'accès au financement et les liquidités des entreprises
- Impact de la baisse des investissements étrangers dans certains EM
- Reprise moins rapide de l'investissement dans d'autres EM : confiance, barrières spécifiques

Des finances publiques en amélioration malgré un niveau de dette élevé

- Deficit > 3% PIB
- Deficit < 3% PIB
- Surplus

- Situation agrégée Zone euro (2015)
 - Déficit : -2.0%
 - Dette : 94.0%
- Position budgétaire globalement neutre
- Le nombre de pays en "Déficit excessif" en constante baisse



Conclusion du rapport sur le mécanisme d'alerte

- Une analyse approfondie pour les 16 États-membres pour lesquels des déséquilibres avaient été identifiés (FR, HR, BG, IT, PT, SI, IE, ES, HU, DE, BE, NL, FI, SE, RO, UK)
- Une analyse approfondie sera conduite pour la première fois pour 2 états-membres : Estonie & Autriche
- 4 grands types de déséquilibres :
 - **Excès d'endettement (public et privé)** : Portugal, Espagne, Chypre, Grèce, Slovaquie...
 - **Surplus balance courante** : Allemagne et Pays-Bas
 - Problèmes de **compétitivité** : France, Italie, Belgique
 - **Vulnérabilité sectorielle** : niveau de prix immobilier (Suède, UK), excès de demande interne (Estonie)...

Politique économique de l'UE : le "triangle vertueux" pour assurer la convergence

REFORMES STRUCTURELLES

- Au niveau européen : marchés uniques
- Au niveau national : recommandations par pays



- Plan d'investissement pour l'Europe
- Réformes par pays

INVESTISSEMENTS

- Règles Pacte de Stabilité
- Efficacité des dépenses publiques

RESPONSABILITE BUDGETAIRE

Les recommandations à la Zone Euro

- **Mise en œuvre des réformes structurelles coordonnées pour assurer la convergence économique :**
 - Pour les pays dont les dettes/déficits sont élevés : réforme pour accroître la productivité, favoriser la création d'emplois et renforcer la compétitivité
 - Pour les pays avec des excédents de compte-courants importants: réformes pour orienter le surplus d'épargne vers l'investissement domestique
- **Mise en oeuvre de réformes du marché du travail :**
 - Contrats d'emplois souples et fiables pour lutter contre la segmentation
 - Stratégie globale d'apprentissage tout au long de la vie
 - Politique active pour favoriser le retour à l'emploi
 - Réduire la fiscalité du travail, en particulier sur les bas salaires
- **Maintenir la position budgétaire globalement neutre sur 2016**
- **Faciliter la réduction progressive du volume de prêts bancaires non productif et améliorer les procédures en cas d'insolvabilité**

Des nouveaux outils pour aider les États-membres à conduire les réformes

- **Accroître les "discussions thématiques" au sein de la zone Euro**
 - Exemple de la recommandation sur le chômage de longue durée
 - Développement d'analyse thématique par la Commission sur des défis communs aux États-membres (http://ec.europa.eu/europe2020/making-it-happen/key-areas/index_en.htm)
- **Zoom particulier sur l'investissement : 1 fiche sur les barrières à l'investissement dans chaque pays**
- **Accélération du "service de support aux réformes structurelles" :** assistance technique coordonnée par la Commission sur demande des États-membres pour la mise en œuvre de réformes

Prochaines étapes Semestre 2016

Novembre

- Opinion sur les projets de budgets nationaux et Examen Annuel de Croissance
- Recommandations pour la Zone Euro

Février

- Rapports-pays

Mai

- Propositions de recommandations par pays par la Commission

Juillet

- Adoption par le Conseil des recommandations par pays

- Mise en œuvre par les États-membres
- Suivi des réformes par la Commission
- Échanges avec les parties prenantes

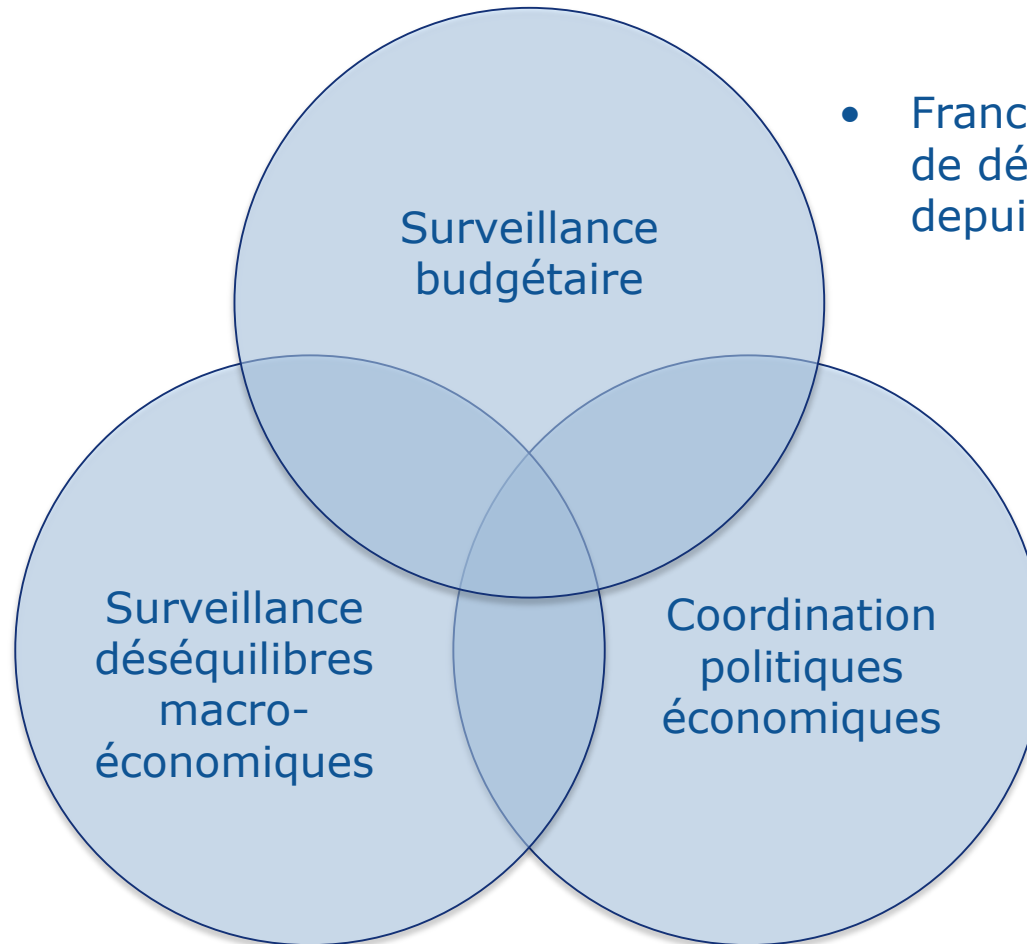
Sommaire

- Lancement du semestre européen 2016

- **La situation économique en France**

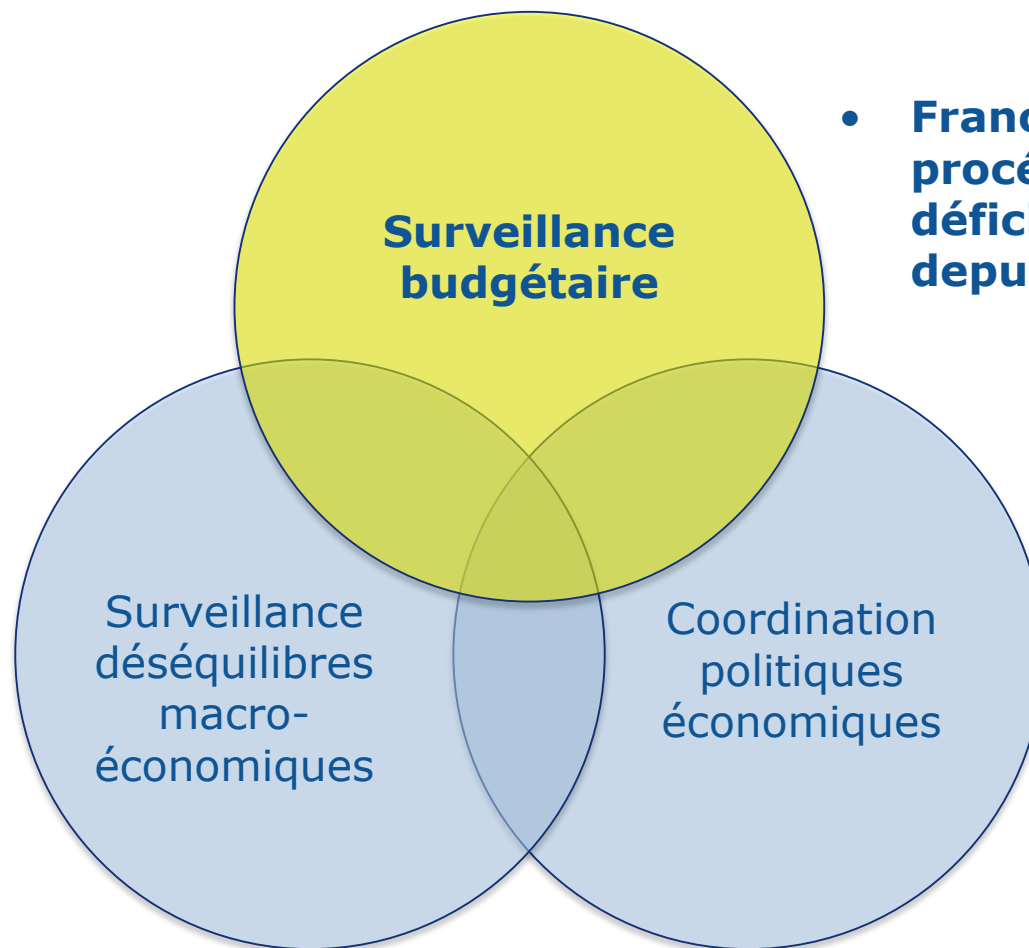
- Mesures présentées pour l'approfondissement de l'UEM

Vue d'ensemble – semestre européen en France



- Existence de déséquilibres macro-économiques excessifs nécessitant des actions décisives et une surveillance renforcée
- France en procédure de déficit excessif depuis 2009
- 6 recommandations spécifiques sur les finances publiques, le coût du travail, la compétitivité, le marché du travail

Vue d'ensemble – semestre européen en France



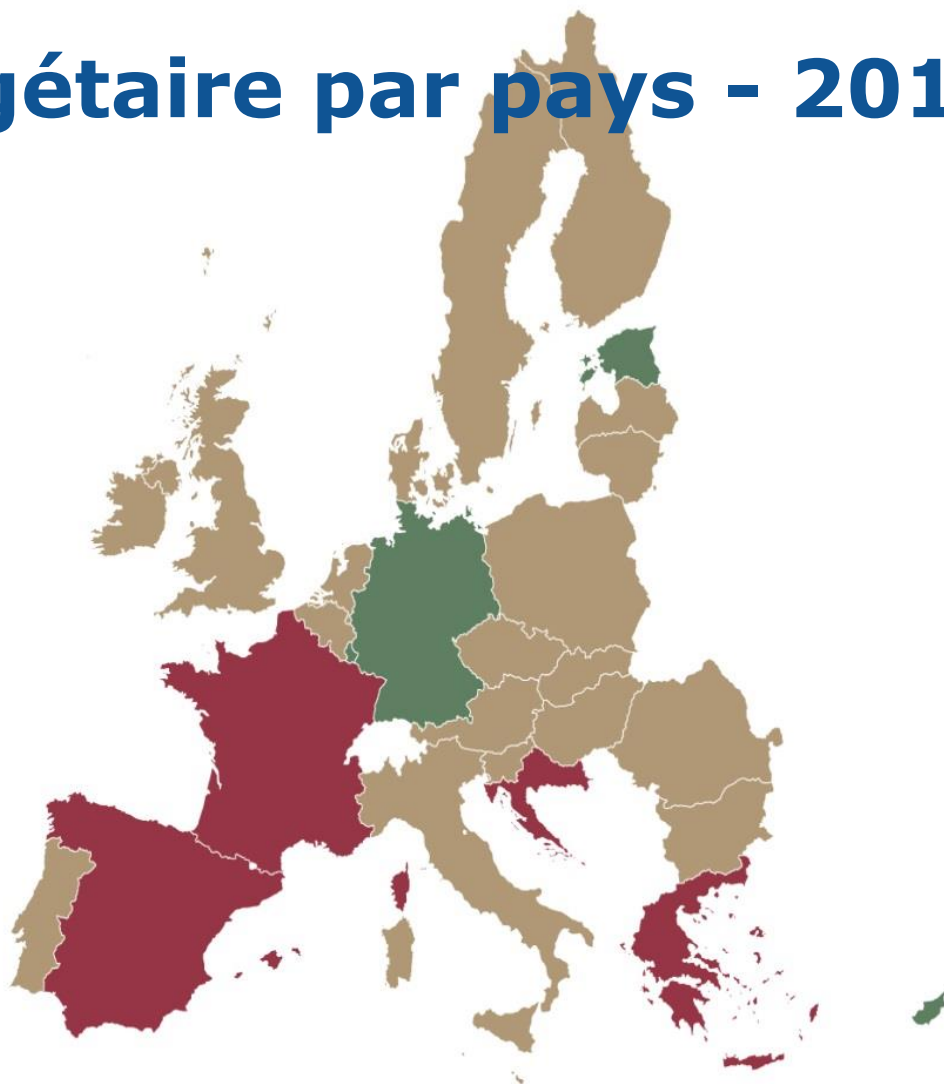
- Existence de déséquilibres macro-économiques excessifs nécessitant des actions décisives et une surveillance renforcée

- **France en procédure de déficit excessif depuis 2009**

- 6 recommandations spécifiques sur les finances publiques, le coût du travail, la compétitivité, le marché du travail

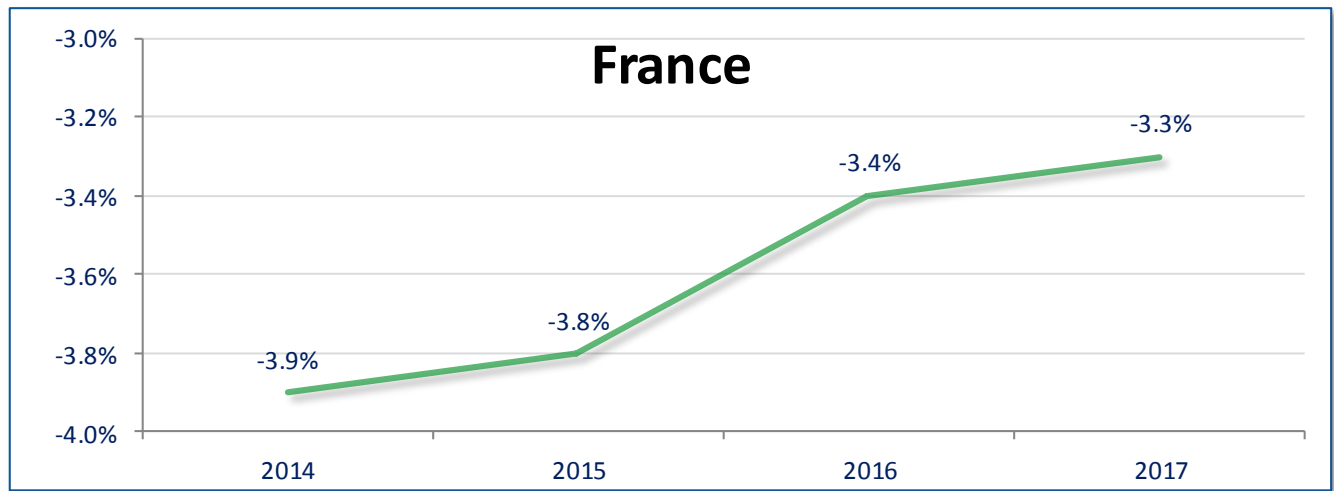
Contexte budgétaire par pays - 2016

- Deficit > 3% PIB
- Deficit < 3% PIB
- Surplus

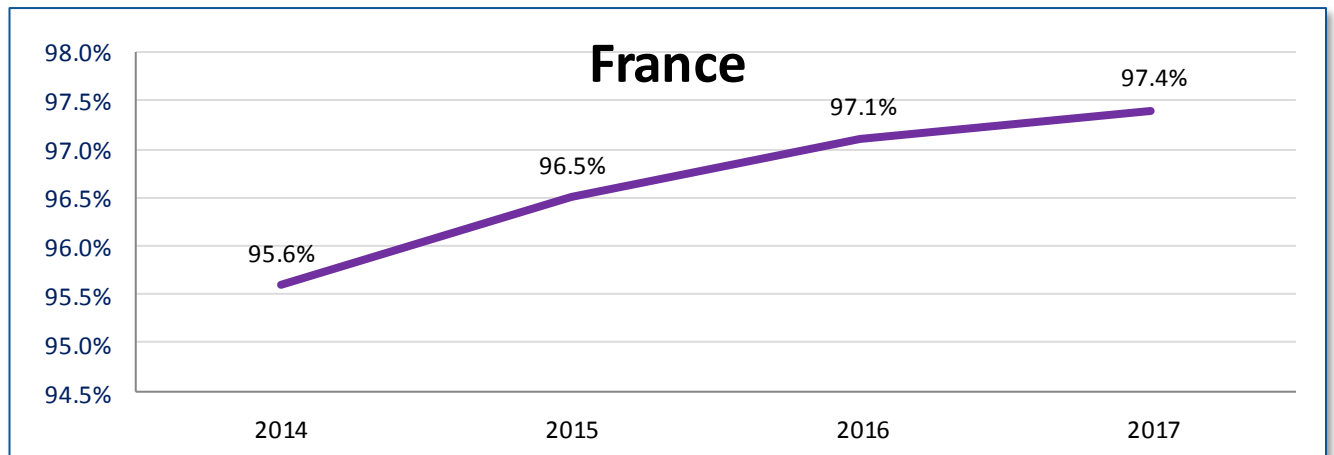


Situation budgétaire : prévisions

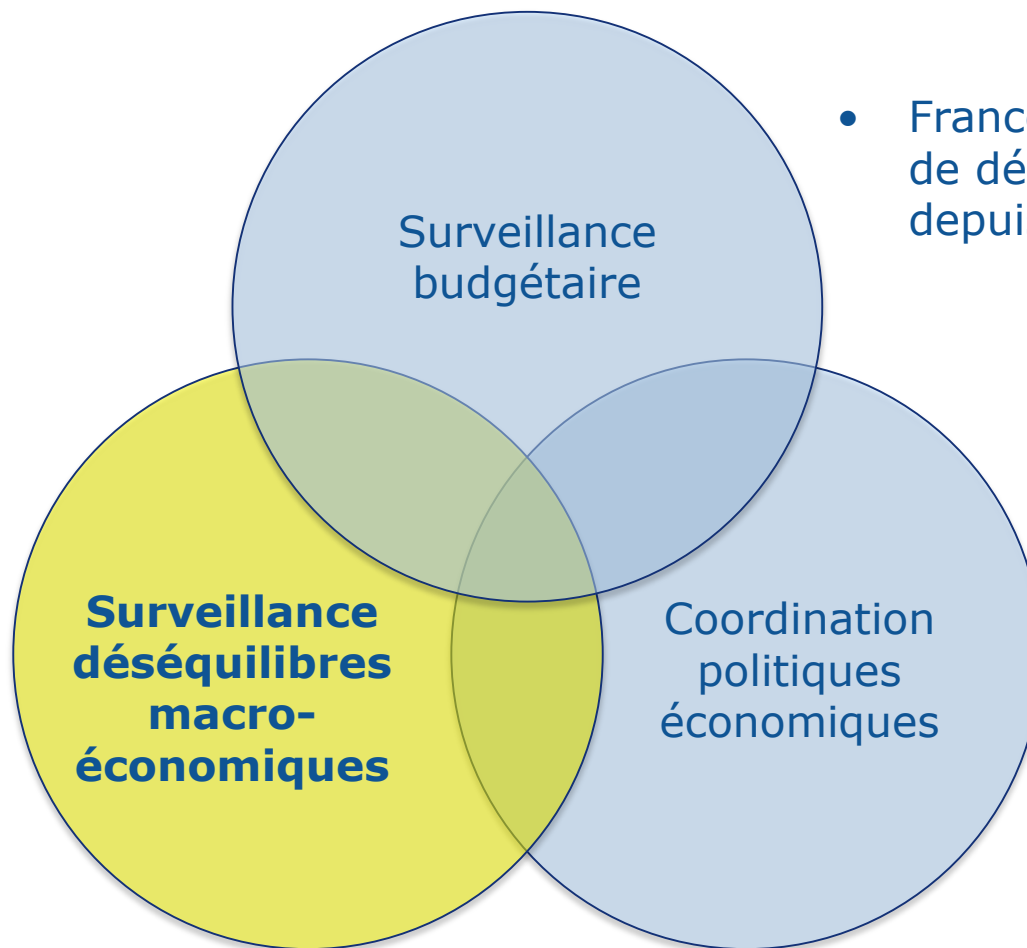
Prévisions de
déficit



Prévisions de
dette publique



Vue d'ensemble – semestre européen en France



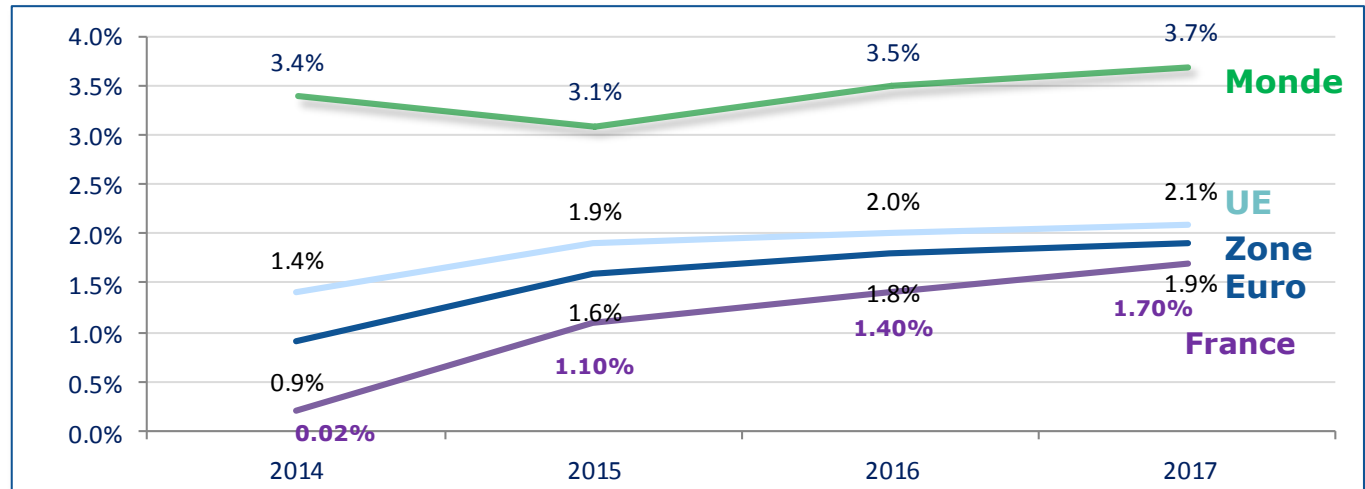
- **Existence de déséquilibres macro-économiques excessifs nécessitant des actions décisives et une surveillance renforcée**

- France en procédure de déficit excessif depuis 2009

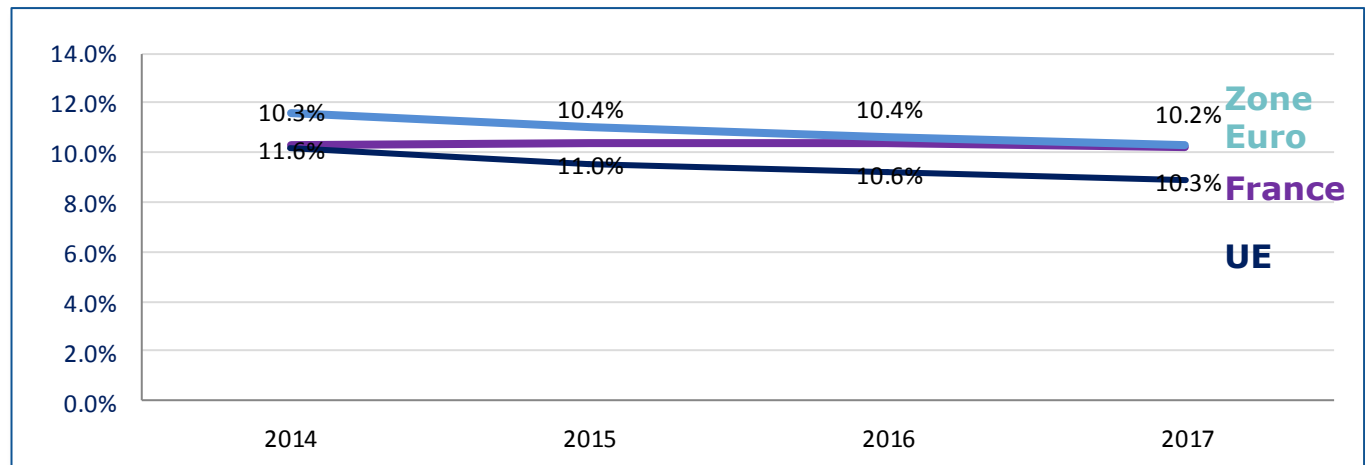
- 6 recommandations spécifiques sur les finances publiques, le coût du travail, la compétitivité, le marché du travail

Situation économique : prévisions

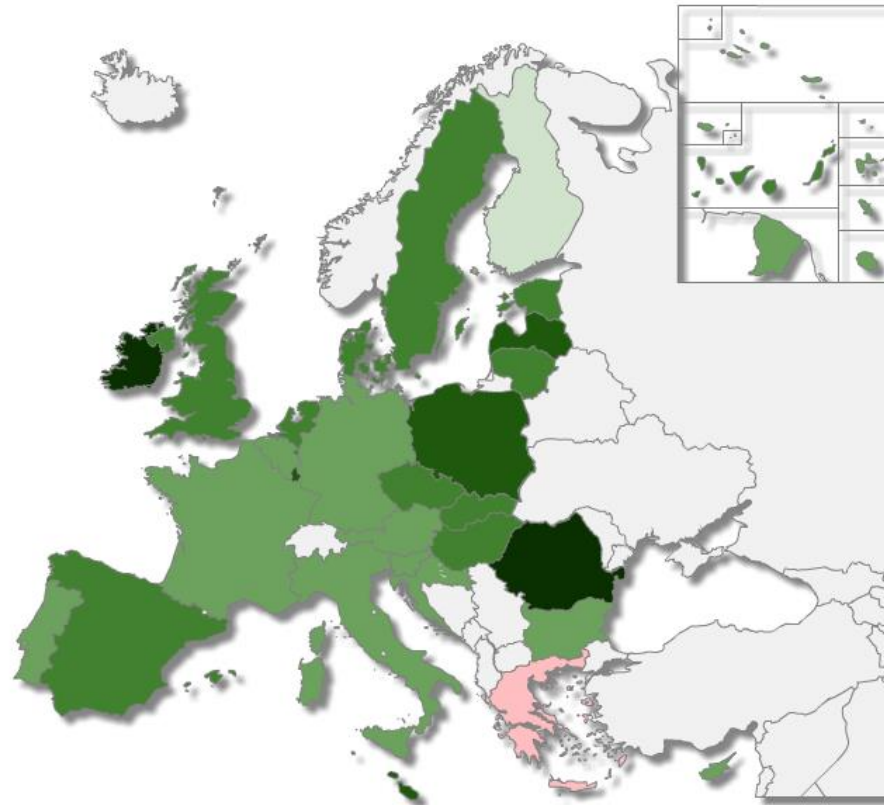
Prévisions de croissance



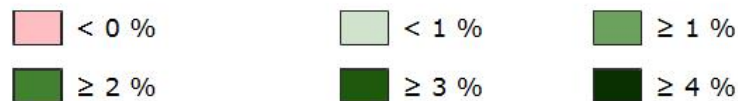
Prévisions de chômage



Croissance en Europe : prévision 2016



Legend : GDP Growth forecast 2016



Déséquilibres macro-économiques

Etat des lieux à 3 dimensions:

- *Déséquilibres externes (Compétitivité)*
- *Déséquilibres internes*
- *Marché de l'emploi*

Déséquilibres macro-économiques

Compétitivité (déséquilibres externes)

Persistance des pertes de marchés à l'exportation (-13% depuis 2010)

Déficit de la balance courante: -1% (reste en deçà du seuil critique de -4%) ✓✓✓

Investissement net à l'international: -19% (reste en deçà du seuil critique de -35%) ✓✓✓

Déséquilibres macro-économiques

Déséquilibres internes

Dette privée augmente (143% - au-dessus du seuil critique de 133%)

Dette publique continue à croître (95% du PIB)

Taux de chômage: 10,1% (au-dessus du seuil critique de 10%)

Prix du logement: -1.6% en 2014 (seuil: +6%) ✓✓✓

Crédit au secteur privé: 3.3% du PIB (seuil: 14% PIB) ✓✓✓

Dettes non-consolidées du secteur financier: +5.4% en 2014 (seuil: +16.5%) ✓✓✓

Déséquilibres macro-économiques

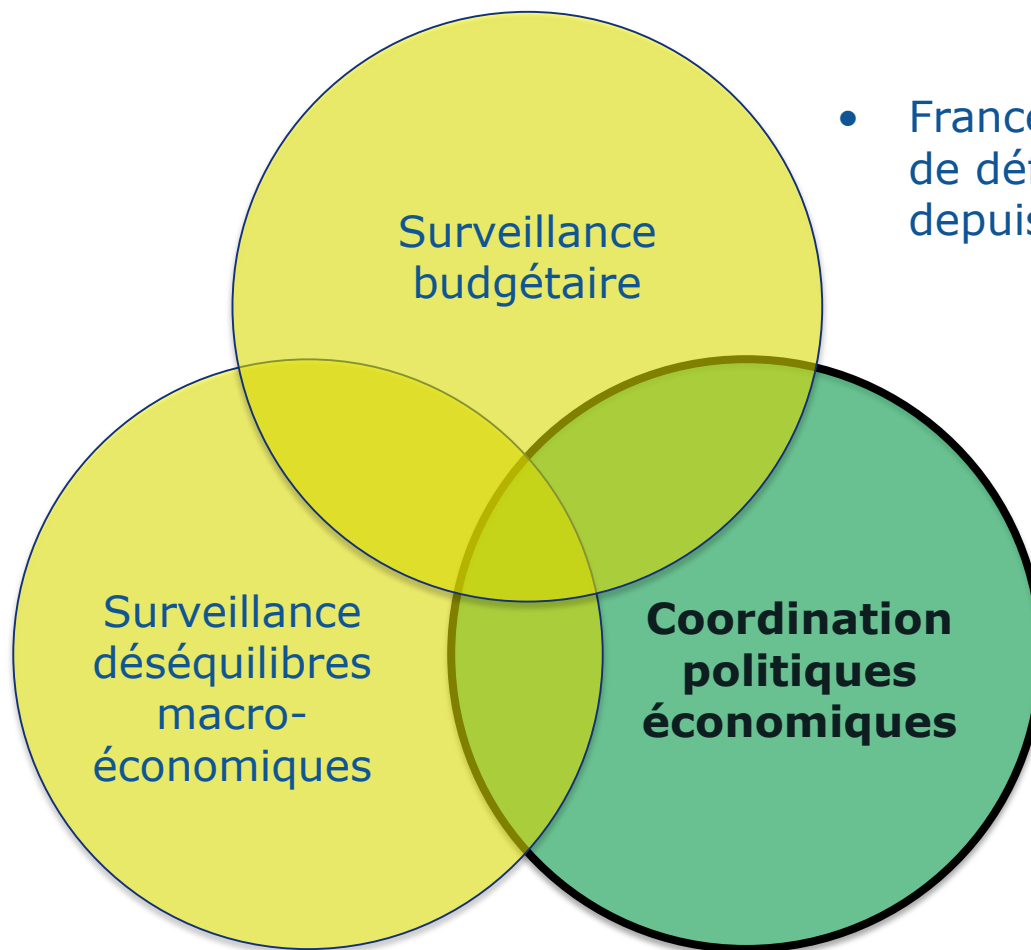
Marché de l'emploi

**Augmentation du taux de chômage de long-terme:
+0,6 pts % sur la période 2012-2014 (seuil critique
+0,5 pts %)**

**Augmentation du taux de chômage des jeunes:
+1,5 pts % sur la période 2012-2014 (seuil critique
+0,2 pts %)**

Taux d'activité: +1.3 pts % sur la période 2012-2014 (seuil critique -0,2 pts%) ✓✓✓

Vue d'ensemble – semestre européen en France



- Existence de déséquilibres macro-économiques excessifs nécessitant des actions décisives et une surveillance renforcée

- France en procédure de déficit excessif depuis 2009

- **6 recommandations spécifiques sur les finances publiques, le coût du travail, la compétitivité, le marché du travail**

Les recommandations 2015 à la France

1

Stratégie budgétaire

- **Correction durable du déficit excessif** d'ici 2017 au plus tard

- Endettement excessif

2

Maitrise des dépenses

- Accentuer les efforts sur les **revues de dépenses**

- Endettement excessif
- Compétitivité

3

Coût du travail

- Maintenir les **réductions du coût du travail**

- Compétitivité

4

Obstacles à la croissance

- Éliminer les **obstacles réglementaires à la croissance des entreprises**

- Compétitivité

5

Réforme fiscale

- Simplifier et améliorer **l'efficacité du système fiscal** pour stimuler l'investissement

- Compétitivité
- Endettement excessif

6

Marché du travail

- Réformer le **droit du travail** pour lutter contre les **rigidités du marché du travail**

- Compétitivité

1 Correction du déficit budgétaire excessif

Le Conseil recommande à la France d'assurer une **correction durable du déficit excessif en 2017 au plus tard** par un renforcement de sa stratégie budgétaire en 2015 et 2016.

Rappel: la France relève du volet correctif du pacte de stabilité et de croissance

Recommandation du Conseil européen du 10 mars 2015:
-4% en 2015; -3,4% en 2016; -2,8% en 2017

1 Correction du déficit budgétaire excessif

Quel suivi *a priori*?

Projet de budget 2016 globalement compatible avec le Pacte de Stabilité et Croissance

Risques car l'effort budgétaire structurel est inférieur à celui recommandé

Une stratégie budgétaire à renforcer (analyse indicative)

2 Revue des dépenses publiques

Le Conseil recommande à la France de **recenser les possibilités d'économies** dans tous les secteurs des administrations publiques et notamment:

- sécurité sociale
- collectivités locales
- retraites: ramener le système à l'équilibre (notamment retraites complémentaires)

2 Revue des dépenses publiques

Quel suivi *a priori*? (analyse indicative)

La Revue des dépenses: un outil utile – des attentes élevées

Réforme territoriale: une réforme importante qu'il reste à mettre en œuvre

Accord sur les retraites complémentaires: un accord qui devrait améliorer la durabilité des systèmes de financement des retraites complémentaires

3 Baisse du coût du travail

Le Conseil recommande à la France de **maintenir les réductions du coût du travail** et **aligner la formation des salaires avec la productivité** pour préserver la compétitivité et donc l'emploi et notamment:

- Maintenir les réductions du coût du travail découlant du CICE et du Pacte de responsabilité et solidarité
- Evaluer le CICE
- Réformer le processus de formation des salaires
- Evolutions du SMIC compatibles avec l'emploi et la compétitivité

3 Baisse du coût du travail

Quel suivi *a priori*? (analyse indicative)

Evaluation du CICE est en cours

Réforme du système d'indexation des salaires ne semble pas engagée à ce stade

4 Obstacles à la croissance

Le Conseil recommande à la France **d'éliminer les obstacles à la croissance des entreprises et les restrictions d'accès aux professions réglementées** et notamment:

- Réviser les 'effets de seuil' dans la législation
- Éliminer les restrictions d'accès notamment pour les professions de la santé (numerus clausus), sans mettre en danger la santé

4 Obstacles à la croissance

Quel suivi *a priori*? (analyse indicative)

Quelques mesures créent un dialogue social plus flexible

Quelques mesures lissent les effets de seuil (Small Business Act)

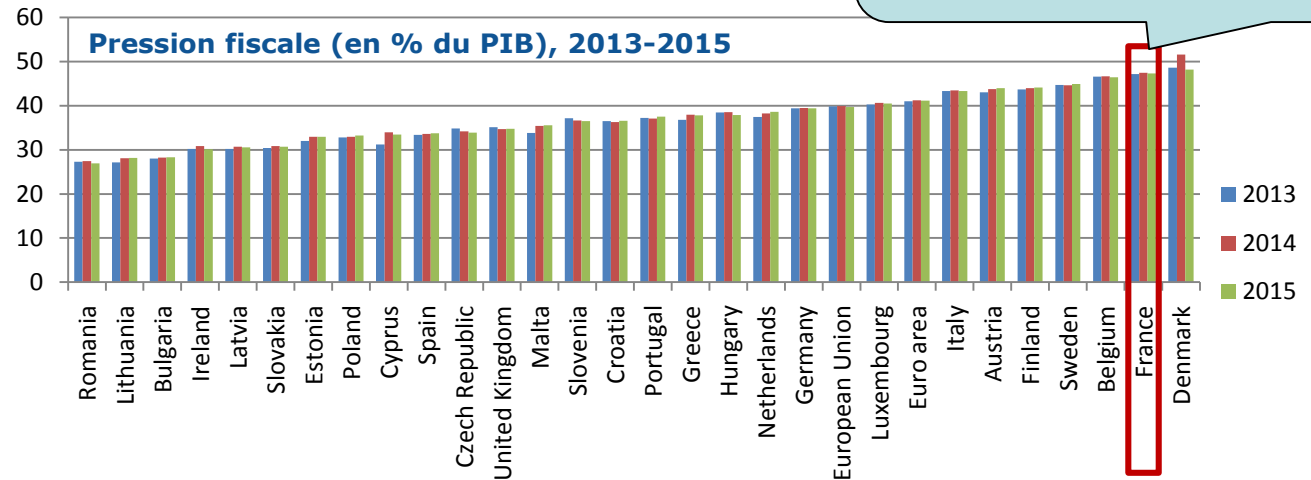
Réformes des professions réglementées dans la loi Macron, mais la mise en œuvre des décrets sera très importante

Professions réglementées de la santé: peu d'évolutions dans la loi de santé

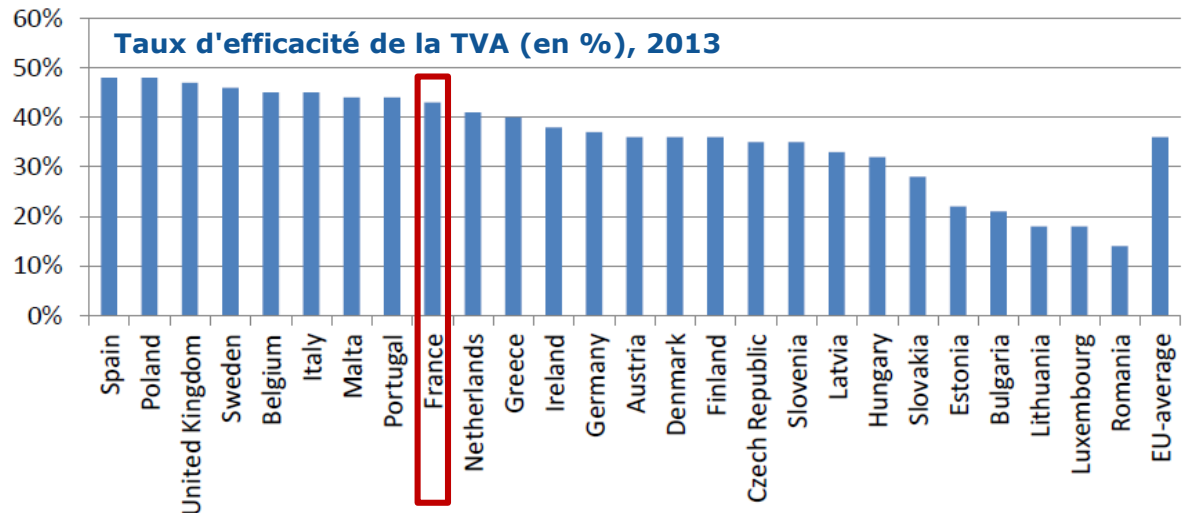
5 Réforme du système fiscal

- Niveau élevé
- Stabilité
- Pression sur travail

**Poids de la
fiscalité en
France**



**Efficacité
de la
fiscalité en
France**



5 Réforme du système fiscal

	Recommandations	Exemples
Fiscalité plus efficace	• Supprimer les dépenses fiscales inefficaces • Élargir la base d'imposition sur la consommation	• Taux réduits de TVA : évaluation plus systématique • Subventions néfastes à l'environnement
Fiscalité pro-investissement	• Réduire les impôts sur la production (taxe directement sur CA) • Réduire le taux nominal d'IS	• C3S • Déductibilité des intérêts
Simplification de la fiscalité	• Supprimer les impôts dont le produit est nul ou faible	• Rapport IGF identifiant plus de 100 taxes au rendement très faible

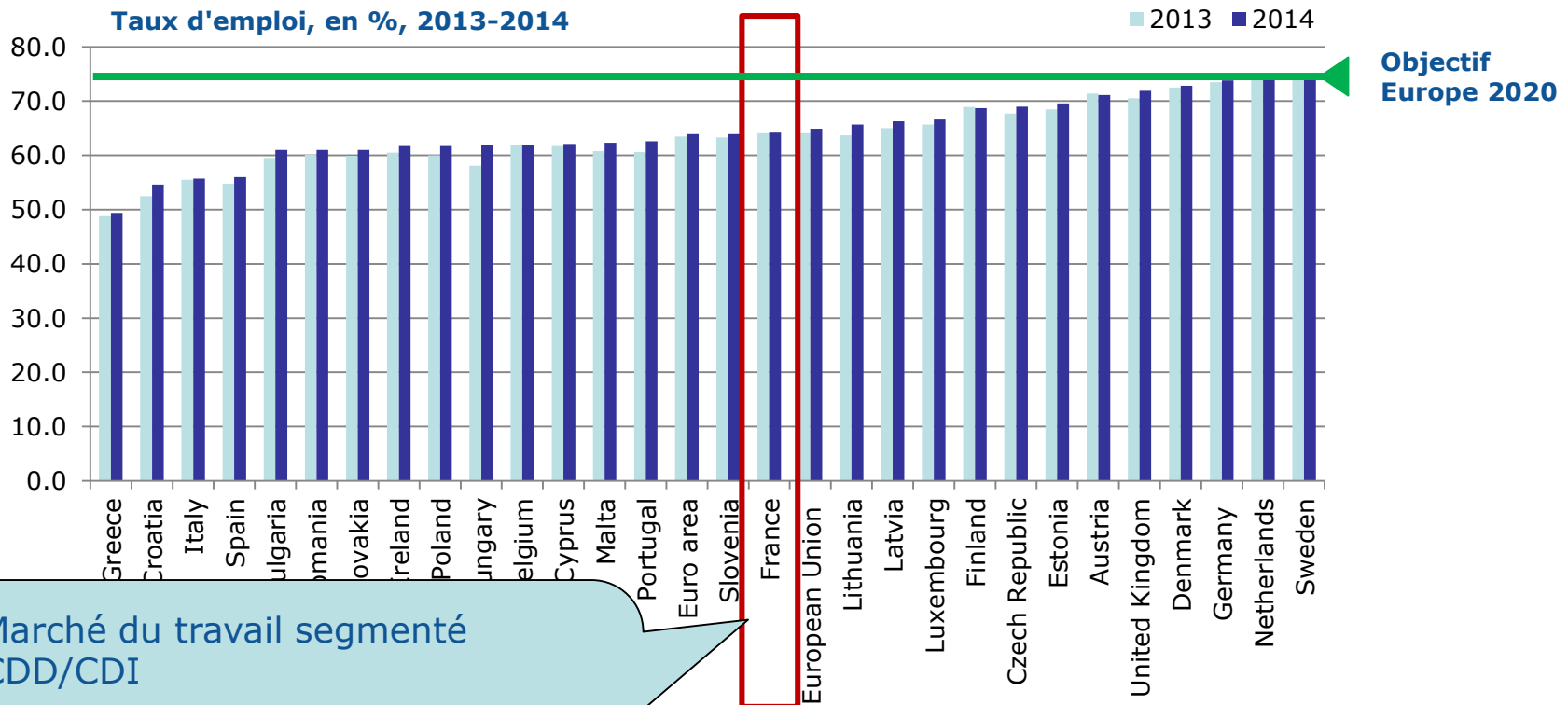
5 Réforme du système fiscal

Quel suivi *a priori*? (analyse indicative)

Avancées très limitées dans le domaine de la simplification

Passage de la taxation sur le travail vers la consommation?

6 Réforme du marché du travail



- Marché du travail segmenté CDD/CDI
- Chômage concentré sur populations vulnérables : peu diplômés, chômeurs longue durée, senior (en forte croissance)

6 Réforme du marché du travail

Recommandations

Droit du travail : flexibilité interne & externe

- Inciter davantage les employeurs à embaucher en CDI
- Faciliter aux niveaux des entreprises et des branches les dérogations aux dispositions juridiques générales (notamment temps de travail)
- Réformer les Accords de Maintien de l'emploi pour accroître leur utilisation

Assurance- chômage

- Entreprendre une réforme de l'assurance-chômage pour en rétablir la viabilité budgétaire et encourager le retour au travail

6 Réforme du marché du travail

Quel suivi *a priori*? (analyse indicative)

Réforme de la justice prud'homale dans la Loi Macron (ainsi que quelques réformes limitées pour les Accords de maintien de l'Emploi)

Rapport Combrexelle: des pistes de réforme dont la mise en œuvre devrait permettre d'aligner l'évolution des salaires avec l'évolution de la productivité

2.2 2015 Country-specific recommendations

[illegible]

Sommaire

- Lancement du semestre européen 2016
- La situation économique en Europe et en France

- **Mesures présentées pour l'approfondissement de l'UEM**

Etape 1: Approfondissement de l'UEM

(paquet adopté le 21 octobre 2015)

Union
Economique

Union
Financière

Union
budgétaire

Union
Politique

**Semestre
européen renouvelé**

**Gouvernance
économique**
(nouveaux outils)

**Conseils
nationaux de
compétitivité**

- Expertise indépendante

**Dimension sociale
renforcée**

**Compléter l'Union
bancaire**

- Mécanisme de surveillance unique
- Mécanisme de résolution unique
- Système européen de garanties des dépôts

**Comité budgétaire
européen
consultatif**

- Surveillance des risques budgétaires nationaux
- Stratégie budgétaire zone euro

**Renforcer la
participation
démocratique**

- Parlements européen et nationaux
- Partenaires sociaux

**Un représentant
unique de la zone
euro dans les
instances
multilatérales (FMI)**

Union économique Semestre 2016 : nouveautés

Poursuivre le recentrage sur les priorités

- Accent mis sur les **priorités économiques identifiées dans l'examen annuel de croissance**
 - Moins de recommandations
 - Priorité à la réduction des déséquilibres macro

Recommandations pour la Zone Euro

- **Publication des recommandations Zone Euro dès Novembre**
 - Meilleure prise en compte de la situation d'ensemble de la Zone Euro (notion d'*aggregate fiscal stance*)
 - Meilleure coordination des recommandations Zone euro avec les recommandations par pays

Dimension sociale

- **Rajout de 3 indicateurs sur la situation de l'emploi dans le mécanisme d'alerte** (taux d'emploi, chômage des jeunes, chômage de longue durée)
- **Consultation plus systématique** des partenaires sociaux pour les programmes nationaux de réforme

Mise en œuvre des réformes

- **Favoriser la mise en œuvre par le 'benchmarking'** : discussions thématiques à l'COFIN, Service de réformes structurelles
- Favoriser la mise en œuvre par l'**appropriation dans les EM**



Union économique: Conseils nationaux de la compétitivité (CNC) de la zone €

- **Objectif:**
 - Vers un diagnostic partagé et une appropriation des réformes nationales nécessaires pour plus de convergence économique européenne
- **Missions:**
 - Evaluer les performances économiques et la compétitivité du pays
 - Analyser le processus de formation des salaires (aide à la décision pour les partenaires sociaux)
 - Evaluer les réformes économiques et donner un avis
- **Principales caractéristiques:**
 - Totale indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics
 - Publication d'un rapport annuel contenant analyses et avis
 - Coordination avec les autres CNC et la Commission
- **Prochaines étapes:**
 - 1^{ère} discussion Conseil Compétitivité 30 novembre - 1^{er} décembre
 - Discussion au Conseil ECOFIN 7-8 décembre
 - Information du Président du Conseil Européen (Conseil européen 17-18 décembre)

Union budgétaire : comité budgétaire européen consultatif indépendant

- **Objectif:**
 - Aider la Commission à assurer une bonne politique budgétaire dans la zone €
- **Missions:**
 - Surveillance multilatérale des budgets zone euro
 - Evaluation des risques et avis sur les orientations budgétaires nationales
 - Elaboration d'une stratégie budgétaire pour la zone euro
- **Principales caractéristiques:**
 - Comité composé d'un Président + 4 membres (experts internationaux réputés en matière de finances publiques)
 - Indépendance totale vis-à-vis des Institutions européennes et nationales
 - Publication d'un rapport annuel d'activité contenant un résumé des avis et évaluations adressés à la Commission

Union bancaire: vers un système européen de garanties des dépôts

- **Objectif:**

- Donner aux citoyens européens la garantie de leurs dépôts

"Nous avons besoin d'un système commun garantissant aux citoyens que leur épargne bancaire sera toujours protégée, jusqu'à concurrence de 100.000 euros par personne".
(Discours sur l'Etat de l'Union du Président Juncker)

- **Proposition de Règlement pour un système européen de garantie des dépôts (SEGD) – 24 novembre 2015**

3 étapes:

- **2016-2020** : une réassurance des systèmes de garantie des dépôts (SGD) nationaux,
- **2020 -2024**: système de coassurance, dans lequel la contribution du SEGD augmenterait progressivement,
- **2024**: système européen de garantie des dépôts

Union bancaire: vers un système européen de garanties des dépôts

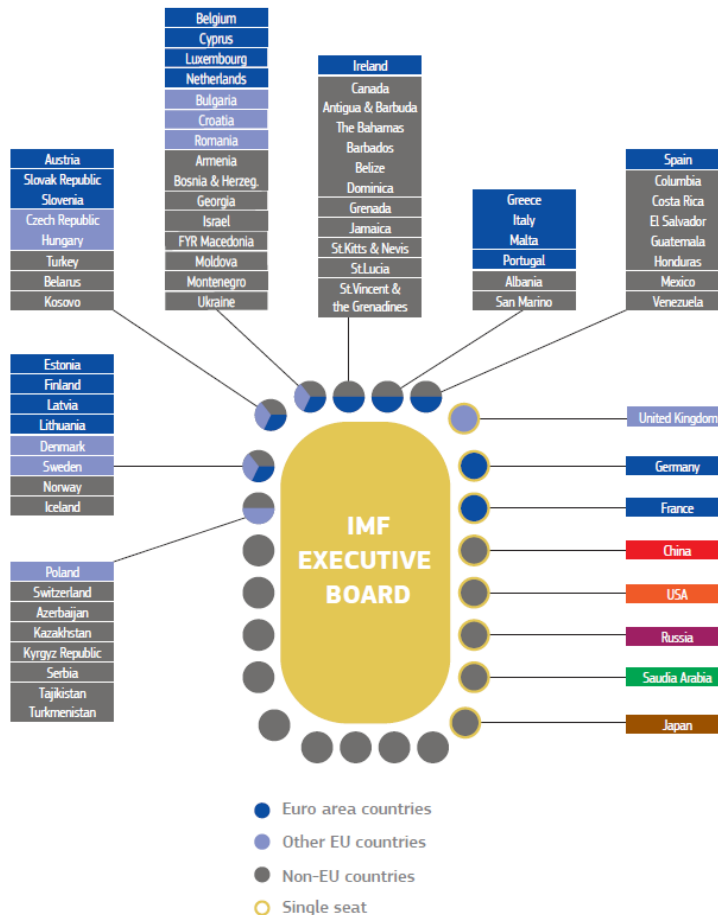
- **Mesures de sauvegardes:**

- **Aléa moral:** le SEGD assurera uniquement les SGD nationaux en règle avec la législation européenne
- **Pondéré en fonction des risques:** les banques exposées à des risques plus élevés verseront des contributions plus élevées

- **Mesures de réduction des risques:**

- S'assurer de la transposition complète de la législation existante : notamment directive 2014 BRRD (redressement des banques et résolution de leurs défaillances) et directive sur SGD (systèmes de garanties nationaux)
- Harmonisation des SGD nationaux
- Législation pour limiter le ratio d'endettement des banques
- Réduire au minimum l'utilisation des fonds publics

Union politique: représentation extérieure de la zone euro



- La **représentation extérieure de la zone euro** n'a pas suivi la croissance du poids économique et financier de cette zone monétaire
- la Commission propose de passer à **une représentation unifiée** de la zone euro au sein du **Fonds monétaire international** en désignant pour l'y représenter le **président de l'Eurogroupe**.

Etape 2: achèvement de l'UEM (2017-2025)

- **Objectif: partage accru de souveraineté**
 - Mise en place d'un mécanisme de stabilisation budgétaire pour la zone euro
 - Mise en place d'un Trésor de la zone euro
- **Condition: contrôle démocratique renforcé**

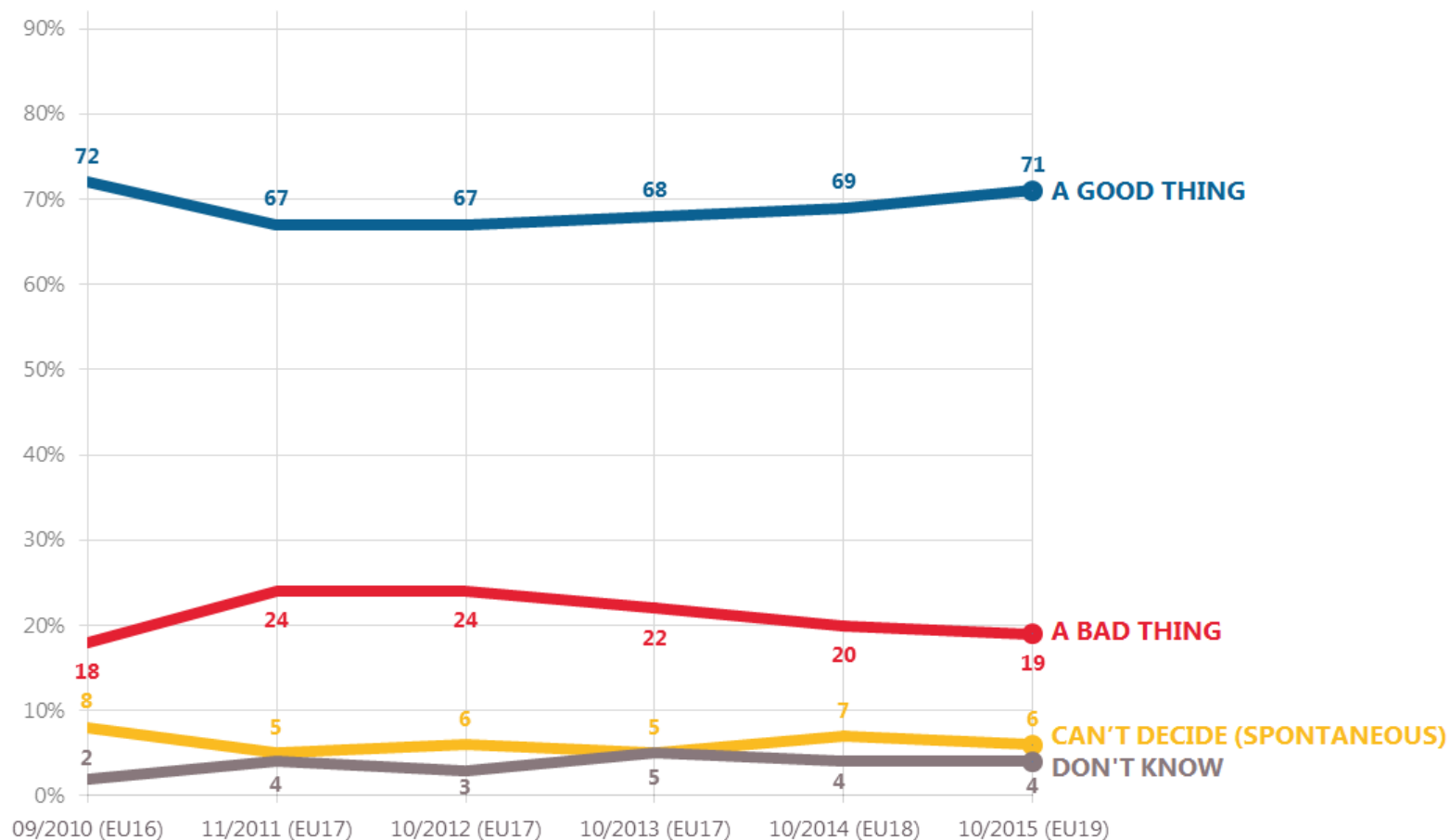
Prochaine étapes

- Mi-2016: création d'un groupe d'experts
- 2017 livre blanc : large consultation publique

Et pour les pays de l'UE **non membres** de la zone €?

- Les autres États membres sont aussi encouragés à mettre en place des **conseils nationaux de compétitivité**
- **Système de garantie des dépôts obligatoires** pour la zone euro mais ouvert aux Etats non membres désireux de faire partie de **l'Union bancaire**

Q1.2 Generally speaking, do you think that...?
Having the euro is a good or a bad thing for the EU (% - EURO AREA)



Source : Commission européenne - Eurobarometre 429 / October 2015